



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
et foncières

**Arrêté n° BPEF-2023-0140 du 20 novembre 2023**

**accordant une dérogation au GAEC des Pâturages, ayant son siège social situé au lieu-dit La Vallée à Saint-Loup-du-Gast, pour l'aménagement et l'exploitation d'un silo couloir, à moins de 100 mètres de cinq tiers, au lieu-dit Le Bourgneuf à Saint-Fraimbault-de-Prières**

La Préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 512-52 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU la demande télédéclarée n° A-3-NUDR602C3 en date du 24 juillet 2023, en vue d'obtenir une dérogation pour l'aménagement d'un silo couloir, à moins de 100 mètres de cinq tiers, situé au lieu-dit Le Bourgneuf à Saint-Fraimbault-de-Prières ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations en date du 14 septembre 2023 ;

VU la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 9 octobre 2023 ;

VU le courrier de l'exploitant reçu en date du 14 novembre 2023 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers et à 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueduc en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R. 512-52 du code susvisé, si le déclarant veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à son installation en vertu de l'article L. 512-10 ou, le cas échéant, de l'article L. 512-9 du même code, il adresse une demande au préfet, qui statue par arrêté, que l'arrêté préfectoral est pris sur le rapport de l'inspection des installations classées et, si le préfet décide de le recueillir, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, que le projet d'arrêté est porté par le préfet à la connaissance du déclarant, auquel un délai de quinze jours est accordé pour présenter éventuellement ses observations par écrit au préfet, directement ou par mandataire ;

CONSIDERANT que par télédéclaration en date du 24 juillet 2023 susvisée, le GAEC des Pâturages a sollicité une modification des prescriptions applicables à son installation ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a produit le rapport susvisé en date du 14 septembre 2023 sur cette demande ;

CONSIDERANT que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis ;

CONSIDERANT que la demande du GAEC des Pâturages porte sur la construction d'une stabulation sur litière accumulée intégrale pour le logement des génisses de renouvellement de 0 à 2 ans, la construction d'un bâtiment de stockage fourrage avec couverture en panneaux photovoltaïques et la construction d'un silo couloir pour le stockage de l'ensilage de maïs implanté à moins de 100 mètres de cinq tiers ;

CONSIDERANT qu'une haie bocagère de 70 mètres linéaires sera implantée entre le silo couloir et les habitations voisines afin de masquer cet ouvrage vis-à-vis des tiers ;

CONSIDERANT que pour une grande partie, le silo couloir sera masqué vis-à-vis des tiers par les bâtiments existants ;

CONSIDERANT que le silo remplace un ancien silo qui était plus éloigné de l'aire d'alimentation des vaches laitières et plus proche des tiers, ce qui diminuera les nuisances sonores engendrées par les déplacements de la désileuse ;

CONSIDERANT que la protection externe contre l'incendie du site est assurée par la présence d'une borne incendie à 80 mètres des bâtiments d'élevage ;

CONSIDERANT que le projet permet de garder la cohérence du site en lien avec l'activité laitière ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'exploitation est globalement inchangé ;

CONSIDERANT que les nuisances vis-à-vis des tiers ne seront pas augmentées par rapport à la situation actuelle ;

CONSIDERANT que l'accord formel de quatre des cinq tiers résidant principalement à proximité et du maire de la commune de Saint-Fraimbault-de-Prières sont joints à la demande ;

CONSIDERANT que le demandeur, par son courrier reçu en date du 14 novembre 2023, a indiqué ne pas avoir d'observation relative au projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

CONSIDERANT ainsi qu'une dérogation peut être accordée sans compromettre le respect des intérêts protégés et visés par les dispositions de l'article L. 511-1 du code susvisé qui sont la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments ainsi que celle des éléments du patrimoine archéologique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la dérogation sollicitée par le GAEC des Pâturages pour l'aménagement d'un silo couloir à moins de 100 mètres de cinq tiers, au lieu-dit Le Bourgneuf à Saint-Fraimbault-de-Prières, est accordée.

**ARTICLE 2 :** à l'exception de ces règles d'implantation, l'exploitation de ces élevages est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111.

**ARTICLE 3 :** le présent arrêté est notifié au GAEC des Pâturages.

Cet arrêté est publié pour une durée minimum de trois ans, sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Declaration/Arretes-de-Derogation>.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la commune de Saint-Fraimbault-de-Prières.

**ARTICLE 4 :** le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne par intérim, le maire de Saint-Fraimbault-de-Prières, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le **20 NOV. 2023**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,



Samuel GESRET

**Délais et voie de recours**

(article R. 514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'Île Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes cedex :

1° par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Nantes peut aussi être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).